



## Conseil d'administration

Séance du 29 novembre 2022

### Délibération n°25-2022

#### Fixation des modalités de remise gracieuse ou d'admission en non-valeur pour le Parc national du Mercantour : Mise à jour

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-8 et suivants, R.331-23 et suivants définissant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration ; R.331-38 et suivants relatifs aux dispositions financières et comptables régissant l'établissement ; R.331-34 relatif aux compétences du directeur de Parc national ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 186 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de Madame Aline COMEAU, directrice de l'établissement public Parc national du Mercantour, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021, modifié par arrêté préfectoral du 7 février 2022, portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu la délibération n°35-2016 du conseil d'administration du 28 novembre 2016 fixant les seuils de poursuite en matière de recouvrement des créances ;

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration du Parc national du Mercantour, modifié par délibération du 13 mars 2020 ;

Vu la procédure de vote en ligne mise en place par le Parc national et les résultats issus de ce dispositif, cette séance du conseil d'administration s'étant déroulée en visio-conférence et en présentiel ;

Vu l'avis favorable de l'agent comptable en date du 12 octobre 2022 ;

Vu le rapport de la directrice et sur proposition du président :

#### Après en avoir délibéré, le conseil d'administration du Parc national du Mercantour :

**Article 1:** décide d'abroger la délibération n°35-2016 du conseil d'administration du 28 novembre 2016 fixant les seuils de poursuite en matière de recouvrement des créances.

**Article 2:** décide qu'en cas d'engagement d'une procédure de recouvrement forcé de créances non soldées, les seuils de poursuite sont fixés comme suit :

Seuils de poursuites		
Phase amiable	Lettre de relance	5€ HT
	Mise en demeure	30€ HT
Phase contentieuse	Saisie à tiers détenteur	50€ HT
	Saisie à tiers détenteur bancaire	100€ HT
	Saisie par voie d'huissier	200€ HT
	Mandatement d'office	50€ HT

Les créances qui n'auront pas donné lieu à encaissement en dépit des poursuites réalisées en application de ces seuils, pourront être proposées en non-valeur.

Le directeur/trice informera chaque année le conseil d'administration de ces procédures.


**Article 3 :** autorise le directeur/trice à procéder à une remise gracieuse pour toute créance dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € HT et à admettre en non-valeur toute créance d'un montant inférieur ou égal à 1 000 € HT.

**Article 4 :** autorise la mise en œuvre de ce dispositif à compter du 30 novembre 2022 et pour la durée du mandat de l'actuel conseil d'administration.

**Cette délibération est adoptée à 32 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention.**

A Nice, le 29 novembre 2022

Le président  
du conseil d'administration

A blue ink signature consisting of a long horizontal stroke followed by a series of loops and a final cross-like mark.

**Charles-Ange GINESY**

La directrice  
du Parc national du Mercantour

A blue ink signature featuring a large, stylized circular loop at the top, followed by a series of smaller loops and a final horizontal stroke.

**Aline COMEAU**